

12 juin 2022

(22-4482)

Page: 1/2

**Conférence ministérielle
Douzième session
Genève, 12-15 juin 2022**

Original: anglais

**DÉCLARATION DE S.E. M. MUHAMMAD LUTFI
MINISTRE DU COMMERCE**

INDONÉSIE

C'est pour moi un immense plaisir de participer à la douzième Conférence ministérielle, ici à Genève, au siège de l'OMC.

Au nom de l'Indonésie, je tiens à exprimer notre sincère reconnaissance à vous, M. le Président, au gouvernement du Kazakhstan et à Madame la Directrice générale pour votre généreuse hospitalité et pour l'excellente organisation de cette Conférence ministérielle.

Je suis convaincu que sous votre direction, nous serons capables de nous remettre au travail, d'obtenir des résultats et d'établir un programme commun pour le futur.

L'OMC est déjà confrontée aux difficultés liées à la réforme et à la nécessité de rester adaptée à sa finalité.

Nous voulons tous améliorer les accords existants, pour remédier aux déséquilibres commerciaux auxquels nous nous confrontons depuis des décennies. De même, nous demandons une mise à jour du corpus de règles de l'OMC compte tenu des réalités commerciales actuelles.

L'OMC est l'unique organisme international régissant les règles du commerce entre les nations. Nous devons démontrer que notre organisation fait partie de la solution aux multiples crises de notre époque, dans les domaines de l'économie, de l'environnement, de la santé et de la sécurité.

Mais le fondement du système commercial international demeure inchangé: tous les Membres devraient pouvoir assumer les responsabilités liées à l'OMC et recueillir pleinement les avantages d'un système commercial multilatéral.

Aller de l'avant est le seul moyen pour l'OMC de renforcer le système commercial mondial. Il est de notre responsabilité, en tant que ministres du commerce, de trouver des solutions aux problèmes de longue date, tels qu'ils sont définis par l'ensemble des Membres de l'OMC.

Je tiens à apporter ma contribution à ce processus en vue de faire progresser les négociations sur l'agriculture.

L'agriculture reste un pilier important de l'économie pour de nombreux Membres de l'OMC, notamment les pays en développement et les pays les moins avancés.

La MC12 n'aurait pu être plus opportune. Compte tenu du problème de la sécurité alimentaire, qui va s'aggravant, nous avons besoin plus que jamais d'une marge de manœuvre pour remédier aux déséquilibres du commerce mondial des produits agricoles.

C'est pour cette raison que je souhaiterais souligner qu'il est urgent que les Membres de l'OMC traitent les questions cruciales, y compris la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural.

Nous rappelons notre engagement à trouver des solutions permanentes pour la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et le mécanisme de sauvegarde spéciale.

Et pour mener à bien ce processus, nous devons faire du caractère centrale du développement et du traitement spécial et différencié la pierre angulaire de ces travaux.

Nous devons prendre ces décisions qui n'ont que trop tardé, à Genève, pour faire en sorte que la CM12 soit couronnée de succès.

En allant de l'avant, nous croyons aussi au rôle que joue le système commercial multilatéral dans la promotion des Objectifs de développement durable.

Nous avons la possibilité de créer une discipline efficace pour les subventions à la pêche, qui peut enrayer la détérioration de nos océans.

Nous convenons que le principe fondateur de la discipline sur la pêche est de garantir une réduction significative des subventions préjudiciables qui contribuent à la surpêche, à la surcapacité et à la pêche INN.

Cependant, la plupart des pays en développement sont loin de jouer à armes égales en ce qui concerne le soutien public dans le secteur de la pêche.

Par conséquent, il est nécessaire que le texte actuel soit équilibré, pour qu'il tienne compte de responsabilités communes mais différenciées.

La discipline sur les subventions à la pêche ne devrait pas écarter l'objectif de développement des pays qui dépendent de la pêche artisanale et à petite échelle pour l'économie locale et la réduction de la pauvreté.

À cette fin, l'Indonésie est déterminée à dialoguer de manière constructive avec tous les pays pour obtenir le meilleur résultat que nous pouvons nous permettre.

Le monde entier nous observe tous et veut savoir comment les ministres du commerce pourront obtenir des résultats et faire de la pandémie une occasion d'en ressortir plus forts.

Nous devons convenir d'un résultat global pour faire face à la pandémie de COVID-19 et nous préparer aux pandémies futures.

La réponse de l'OMC à la pandémie est d'une importance primordiale. Cette CM12 est l'occasion de tester véritablement le système pour savoir si nous sommes capables de répondre aux besoins réels des gens.

Nous devons montrer que nous pouvons surmonter les principaux obstacles à l'accès universel et égal aux vaccins, aux produits essentiels et aux technologies permettant de lutter contre la COVID-19.

À cette fin, je pense que la dérogation à l'Accord sur les ADPIC doit être l'élément principal de nos réponses au monde concernant la gestion de la pandémie.

Nous devons accélérer nos travaux pour obtenir des résultats substantiels d'ici à la fin de cette semaine.

Avant toute autre chose, nous devons discuter entre nous de la manière de rétablir le bon fonctionnement du système de règlement de différends de l'OMC.

Remettre cette conversation à plus tard et laisser passer l'occasion d'adopter de nouveaux arrangements et de nouvelles règles en matière de différends ne feront que nuire à la crédibilité du système.

Nous devons convenir d'engager la discussion et d'adopter une solution pragmatique.

Je suis convaincu que la CM12 restera dans les mémoires comme l'une des Conférences ministérielles de l'OMC les plus réussies, qui aura donné lieu à des résultats significatifs dans l'intérêt de toutes nos populations.
